Appel à contributions pour le colloque :

**Lutter contre la faim en Afrique :
la fabrique des politiques entre concurrences institutionnelles, savoirs experts et
mobilisations sociales**

Bordeaux, 24-25 janvier 2013

coordonné par V. Bonnescase, C. Crenn et J.-H. Jézéquel

Éradiquer la faim semble à la fois constituer une évidence et faire l'objet d'un consensus moral : tout le monde se déclare contre la faim dans le monde. Pourtant, les politiques de lutte contre la sous-alimentation et la malnutrition dans les pays du Sud ne cessent d'engendrer antagonismes, tensions et revirements politiques. Depuis que la FAO a lancé, en 1960, une première « campagne mondiale contre la faim », ces politiques ont vu se succéder plusieurs paradigmes concurrents : alors que dans les années 1970, « l'autosuffisance alimentaire », focalisée sur les productions vivrières nationales, cédait la place à « la sécurité alimentaire » qui considérait l'ensemble des flux productifs et commerciaux, celle-ci se faisait à son tour contestée dans les années 2000 par le paradigme de « la souveraineté alimentaire » insistant sur la maîtrise locale de la production et de la consommation (JANIN 2010). Parallèlement, l'évolution des techniques agronomiques, médicales et nutritionnelles donnait lieu à de multiples questionnements : alors que depuis les années 1960, l'accent était largement mis sur l'amélioration de la productivité agricole dans le sillage des promesses ouvertes par la « Révolution verte », les crises alimentaires des années 2000 et la découverte de nouveaux aliments thérapeutiques ont favorisé une re-médicalisation de la faim et amené certains acteurs, essentiellement internationaux, à privilégier le traitement de la malnutrition, parfois de manière conflictuelle avec les institutions en charge de gérer les systèmes de sécurité alimentaire (CROMBE et JEZEQUEL 2007). Les antagonismes, enfin, ont aussi été le fait des populations supposées être les principaux bénéficiaires de la lutte contre la faim : ces populations, par leurs attentes normatives, par leurs stratégies d'accès aux ressources, parfois par leurs manifestations de colère (OLIVIER DE SARDAN *et alii* 2008), n'ont pas été que les destinataires passifs de politiques qui seraient totalement définies par le haut (BONNECASE 2010). Les « émeutes de la faim » qui ont éclaté en 2007 et 2008 dans le contexte de l'augmentation des prix des produits de première nécessité en constituent une illustration patente, même s'il est difficile d'évaluer l'impact de ces mobilisations extrêmement diverses d'un pays à l'autre.

Ce colloque entend explorer les antagonismes et les tensions multiples qui participent à l'élaboration des politiques nationales et internationales de lutte contre la faim, au-delà du consensus moral autour duquel chacun semble se retrouver. Il se concentrera sur les pays africains, aujourd'hui parmi les plus touchés par la sous-alimentation et la malnutrition, tout en restant ouvert à des perspectives comparatistes qui incluraient d'autres continents. Nous partirons de l'hypothèse que les politiques de lutte contre la faim, loin d'être informées par la seule réalité alimentaire et nutritionnelle, sont largement conditionnées par des facteurs extra-alimentaires, parmi lesquels les intérêts contradictoires des institutions, la production des savoirs experts et les mobilisations sociales jouent un rôle essentiel. Les institutions impliquées comprennent principalement les gouvernements nationaux, les organisations internationales et les ONG, chacune de ces catégories d'acteurs poursuivant des agendas multiples. Par expertise, nous entendons les pratiques locales des agronomes, des médecins et des nutritionnistes mais aussi, à une échelle plus globale, la production de normes

alimentaires et nutritionnelles, ainsi que la définition de protocoles nationaux ou internationaux d'intervention. Les mobilisations, quant à elles, peuvent à la fois recouvrir des formes spectaculaires telles que les « émeutes de la faim », les actions collectives encadrées par les syndicats, les mouvements paysans et les associations, mais aussi des formes qui s'expriment en dehors des espaces les plus attendus du politique, telles que les déplacements, la rumeur ou la ruse (BAYART, MBEMBE et TOULABOR 1992).

C'est au carrefour de ces pratiques institutionnelles, expertes et populaires que l'on se propose d'interroger la fabrique des politiques de lutte contre la faim en Afrique. Il ne s'agira pas seulement de souligner en quoi ces différentes pratiques véhiculent des visions antagoniques de la lutte contre la faim, mais plus largement de s'interroger sur la manière dont elles peuvent se rencontrer, s'articuler ou s'exclure au travers d'arbitrages politiques et de négociations entre les différentes parties prenantes.

Plusieurs entrées thématiques, sans exclusive et sous réserve des propositions, structureront les différents ateliers de ce colloque :

Dire, représenter, évaluer la faim

Les représentations sociales de la faim ne sont pas les mêmes selon que l'on se place du côté des nutritionnistes ou des ingénieurs agronomes, des agences internationales de l'aide, des élites africaines, des classes moyennes ou des populations rurales. Les mots mêmes de la sous-alimentation et de la malnutrition ainsi que leurs usages, institutionnels ou vernaculaires, peuvent différer en fonction du lieu d'où l'on parle (CRENN, DELAVIGNE et TECHOUEYRES 2010). L'évaluation quantitative et qualitative du phénomène varie ainsi selon les points de vue, les mobiles parfois sous-jacents et les critères invoqués (DURY, FOUILLEUX et BRICAS 2010). Ce premier atelier vise à mettre en perspective les tensions autour de la représentation, de l'énonciation et de l'évaluation de la faim, lesquelles conditionnent les politiques mises en place pour y faire face.

Production de légitimités et conflits de souveraineté

Traditionnellement perçues comme relevant d'une responsabilité fondamentale de l'État, les politiques alimentaires et nutritionnelles voient se côtoyer et intervenir des acteurs de plus en plus divers et eux-mêmes hétérogènes, parmi lesquels les organisations internationales, les ONG, les associations locales et les réseaux commerçants (WAAL 1997). Il s'agira ici d'interroger les processus de privatisation, de décharge (HIBOU 1999) ou d'extraversion (BAYART 1999) à l'œuvre dans ces politiques, ainsi que les conflits de souveraineté ou de légitimité qui peuvent en découler.

Des concepts aux outils

Les différences d'orientation des politiques de lutte contre la faim sont souvent liées, au moins dans leur expression, à l'invocation de grandes notions concurrentes telles que la sécurité alimentaire, la souveraineté alimentaire ou le droit à l'alimentation, lesquelles peuvent être définies et mobilisées par des institutions, des experts ou des réseaux militants (HRABANSKI 2011). Au-delà des controverses théoriques engagées par ces différentes notions, on se propose de questionner la manière dont elles peuvent s'ancrer dans du réel, non seulement au niveau des dispositifs matériels de prise en charge de la faim, mais aussi en termes d'appropriation par les populations directement concernées par les problèmes alimentaires.

Attentes normatives, économies morales et révoltes populaires

L'interprétation des émeutes de la faim de 2007-2008 a parfois donné lieu à une forme de réductionnisme économique, comme si elles avaient consisté en une même réaction de foules

indistinctes affectées par la crise alimentaire mondiale. Alors que les marchés des denrées vivrières semblent repartir à la hausse, bon nombre d'experts disent aujourd'hui redouter le retour prochain de ces mobilisations. Ce dernier atelier vise à sortir d'une vision mécaniste et instrumentale des révoltes populaires face à la montée du prix des denrées vivrières, pour mettre en perspective les conceptions partagées de la justice et les attentes proprement locales qu'elles peuvent véhiculer (THOMPSON 1991), ainsi que la manière dont elles peuvent peser sur l'élaboration des politiques de lutte contre la faim, soit directement par le désordre suscité, soit indirectement par la menace exercée (SCOTT 1976, SIMEANT 2010).

Les propositions de communications (une page maximum) sont à envoyer au plus tard le 31 octobre 2012. Les textes des communications, qui seront diffusés aux participants, sont attendus pour le 10 janvier 2013.

Contacts : vincentbonnecase@yahoo.fr, crenn.girerd@wanadoo.fr, jezequeljh@yahoo.fr

Références citées :

- Bayart J.-F., 1999, « L'Afrique dans le monde : une histoire d'extraversion », *Critique internationale*, n° 5, p. 97-120.
- Bayart J.-F., Mbembe A. et Toulabor C., 1992, *Le politique par le bas en Afrique noire. Contributions à une problématique de la démocratie*, Paris, Karthala.
- Bonnecase V., 2010, « Faim et mobilisations sociales au Niger. Une éthique de la subsistance ? », *Genèses*, n° 81, p. 5-24.
- Crenn C., Delavigne A.-E. et Techoueyres I., 2010, « Migrants' food habits when returning home (in Bamako, Mali, and Dakar, Senegal) », *Anthropology of food*, n° 7.
- Crombé X. et Jézéquel J.-H. (dir.), 2007, *Niger 2005. Une crise si naturelle*, Paris, Karthala.
- Dury S., Fouilleux E., Bricas N., 2010, « La production de statistiques pour les politiques de sécurité alimentaire entre visions du monde et enjeux de pouvoir. Le cas du Mali », *Stateco*, n° 105.
- Hibou B., 1999, « La "décharge", nouvel interventionnisme », *Politique africaine*, n° 73, p. 6-15.
- Hrabanski M., 2011, « Souveraineté alimentaire : mobilisations collectives agricoles et instrumentalisations multiples d'un concept transnational », *Revue Tiers Monde*, n° 207, p. 151-168.
- Janin P., 2010, « L'insécurité alimentaire au Sahel : permanence du questionnement, renouvellement des approches », *Cahiers Agricultures*, vol. 19, n° 3, p. 177-184.
- Olivier de Sardan J.-P. *et alii*, 2008, Dossier « La crise alimentaire au Niger », *Afrique contemporaine*, n° 225.
- Scott J., 1976, *The Moral Economy of the Peasant. Rebellion and Subsistence in Southeast Asia*, Yale University Press.
- Siméant J., 2010, « "Économie morale" et protestation – détours africains », *Genèses*, n° 81, p. 136-151.
- Thompson E. P., 1991, « The Moral Economy Reviewed », *Customs in Common*, New York, New Press, p. 259-351.
- Wall A. (de), 1997, *Famine Crimes: Politics and the Disaster Relief Industry in Africa*, Oxford, James Currey Publishers.